

Une facilité condamnable : décharger et défiscaliser des revenus sans toucher à la dépense.

Posté le : 17 février 2022 09:00 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Que la France soit devenue le leader mondial de la fiscalité et qu'il faille ambitionner de régresser dans ce classement mondial là, pas de doute ! De même, faire payer à l'entreprise l'essentiel du secteur social en ouvrant le pays à la concurrence mondiale, où pratiquement aucun pays ne pratique cet exercice, est une folie. Baissons donc les impôts sur les particuliers et les charges sur les entreprises !

La vérité est que personne ne prétend les **baisser** et tous proposent seulement de les **transférer**. C'est la grande mode depuis maintenant des décennies avec un résultat globalement tragique sur la dette, le sous-investissement, l'emploi, le revenu... les impôts.

Si on veut des résultats, il faut baisser le besoin de financement d'abord et ensuite, et ensuite seulement, organiser la collecte des financements le plus intelligemment possible.

Nous avons un état moloch, avec des effectifs pléthoriques et aucune des administrations ne fonctionne bien. C'est un premier paradoxe. Tout le monde peut comprendre qu'il faut d'abord savoir pourquoi, dans chaque secteur de la politique publique, on aboutit à une situation aussi déplorable.

Dans le secteur de la justice on a levé le couvercle répressif qui était mis sur la délinquance par une justice très sévère jusqu'en 1968. En plus on a judiciarisé des pans entiers de la vie sociale, économique et politique qui ne l'étaient pas. La délinquance a flambé et le besoin de jugements aussi. On a alourdi toutes les procédures et on a permis de rejurer la chose jugée aux assises (coût jamais évoqué). L'immigration de masse a conduit également à une augmentation de la délinquance. La justice est noyée alors que la délinquance est au plus haut. Pour réduire la pression, il faut agir sur la répression et le champ de la délinquance. Tout en revenant à des jugements définitifs en première instance aux assises sauf vice de ceci ou de cela. Et il faut réussir l'informatisation du système. Comme on fait tout l'inverse, le secteur est noyé, inefficace et gangrené par la politique et l'idéologie.

Dans le secteur de la médecine on a développé une pression bureaucratique délirante tout en freinant l'expansion des personnels médicaux, en réduisant les lieux de soins, en modifiant la médecine de ville, tout en généralisant la gratuité et l'achat de produits au rabais dans des pays à bas salaires. Il faut à l'évidence réduire le personnel administratif, réduire les actes inutiles par une franchise médicale sur le petit risque, et augmenter le nombre des soignants. Il faut aussi changer la collecte des fonds correspondants. Le système suisse est le meilleur : les particuliers paient directement leurs cotisations maladie à des caisses agréées et concurrentes. Ce n'est pas le rôle des entreprises. Pas de monopole public ; une pression des assurances pour contrôler les frais médicaux ; les particuliers font attention à ne pas réclamer n'importe quoi car l'effet est immédiat sur leur facture. C'est entre 400 et 500 euros par mois et par personne, avec des tarifs bas pour les enfants (une centaine

d'euros). Les cas d'exonérations ou de réduction sont étroitement restreints temporairement aux cas douloureusement problématiques. Le grand âge et l'absence d'enfants créent des difficultés comme partout mais le moindre citoyen comprend les problématiques.

Dans le secteur de l'enseignement, on a voulu toute une génération au bac et pourquoi pas à la maîtrise, rendre toutes les classes mixtes, caserner les collèges et les lycées, tout en acceptant de faire venir dans les classes des cohortes massives d'immigrés en provenance de dizaines de pays étrangers et en refusant la sélection. On a assigné à l'école le soin d'inculquer des thèmes sociétalistes et moralisateur, biaisés par la gauche, au détriment de l'enseignement lui-même et des disciplines. Le système est par terre. Il faut faire baisser la pression migratoire, éliminer la pression socialiste et rétablir la sélection. Il faut également réduire le côté non-enseignant de l'école : voyages, sorties, périscolaires. Et concentrer les disciplines au lieu d'en ajouter constamment. On a fait tout le contraire. Avec des résultats dramatiques.

Sans action d'abord sur les politiques suivies, impossible de réduire le besoin de financement.

Pour la retraite, la réduction de la durée hebdomadaire de travail et les retraites prises avant 65 ans se sont cumulées avec l'augmentation de la durée de vie pour rendre la situation ingérable. Si on travaille moins longtemps on perd des recettes. Si la dépense, elle, augmente massivement on se ruine, car le résultat ce sont des cotisations en hausse et de la dette si on n'ose pas les augmenter. Inutiles de transférer les cotisations si on n'étend pas la durée du travail et si on ne retarde pas l'âge de départ en retraite.

Affirmer : « je ne fais rien parce que les Français ne veulent pas mais je supprime les cotisations et la fiscalité sur tel ou tel revenu » revient à transférer des cotisations ou des dépenses individualisées sur l'impôt général. Comme on ne veut pas toucher à la TVA (parce que les Français ne veulent pas) alors c'est l'impôt sur le revenu qui trinque qui n'est payé que par 47 % des Français. Comme pour la taxe d'habitation. L'IR ou la dette récupèrent le bébé et l'eau du bain. Ce débat fondamental est escamoté.

On a déjà basculé sur la fiscalité générale toutes les cotisations sur les bas salaires, ce qui est totalement injuste ET inefficace. On veut étendre à l'infini des transferts de ce genre par démagogie. C'est totalement absurde ET inique. Pas un candidat qui ne se livre à ce petit exercice ! Pas un mot de contestation dans la presse et dans les médias. Et on ne réduit aucune dépense par une rectification des politiques menées.

On nage dans la démagogie pure et on déshonore la politique.

Revenir à la semaine de 40 heures et passer à la retraite à 67 ans pour tous, voilà la première action à mener.

Redonner la responsabilité de la politique médicale aux médecins à l'hôpital dans le cadre d'un simple contrôle de gestion, chaque service gérant son budget, est obligatoire, comme l'est le démantèlement de tout le contrôle tatillon et exhaustif préalable et a posteriori des actes, avec un retour de la responsabilité médicale.

Rétablir une responsabilité des assurés sur leurs dépenses avec la hausse du reste à charge pour le petit risque est tout aussi nécessaire pour éviter les visites gratuites de pur confort, et l'utilisation abusive de la carte de sécurité sociale.

Rétablir le couvercle sur la délinquance comme avant 1970 et réduire le champ pénal tout en sanctionnant le justicialisme et en simplifiant la procédure pénale, est une nécessité absolue. Quand quelqu'un se noie, on le sort de l'eau d'abord et on ne songe pas à augmenter la taille de ses poumons.

Etc. Etc.

Ce n'est pas si difficile de construire un programme de sortie du déclassement.

Si on veut optimiser les modes de collecte des fonds nécessaires, il faut transférer la CSG en partie sur les particuliers comme en Suisse et en partie sur la TVA pour les exonérations sociales ciblées, ce qui permet de faire assumer une partie des frais par les produits importés. Idem pour certains impôts de production qui ne sont directement associés à une production effective. De même il faut supprimer les impôts qui coûtent plus cher que ce qu'ils ne rapportent. IFI et impôts sur les successions sont symboliques et peuvent être totalement supprimés provoquant un choc de confiance et une envie d'investir en France et de créer du capital et de la production. Ils représentent 1.6 % des prélèvements ! Moins que la perte de valeur de la monnaie chaque année.

Une telle politique n'est possible que si le monde politique n'est pas dirigé par une cohorte de hauts fonctionnaires étatistes et socialisants travaillant en famille sur plusieurs générations. Un minimum de profondeur démocratique suppose que ce sont des citoyens ne dépendant pas des subsides de l'état pour leur carrière qui doivent proposer ou voter les lois. Les fonctionnaires doivent montrer leur compétence en trouvant les voies et les moyens d'influencer les dirigeants politiques et de mettre en œuvre correctement les décisions prises. Nul ne peut donc être élu dans une instance qui fixe sa rémunération et les moyens de son activité. Et nul ne peut recevoir deux rémunérations de l'État.

Cela fait maintenant depuis plus de 20 ans que tout ceci est ressassé et devrait être mis en œuvre. Pendant 10 ans la droite ne l'a pas fait et pendant 10 autres la gauche ne l'a pas fait.

Et en privé tous disent : il n'y a pas de doute c'est ce qu'il faut faire. Sinon on continuera à sombrer.

Oui : tous. Mais...

L'énarchie préfère conserver ses privilèges. On a le grand combat entre Macron et Péresse, énarque l'un et l'autre, avec l'exutoire commode Le Pen. La haute finance compte sur l'Europe pour contrôler ce qui doit l'être. La dette permet de faire taire les pires démagogues. L'émigration est plus facile à organiser que de susciter un renouveau des naissances indigènes.

Eric Zemmour joue à son tour le jeu des exonérations et des défiscalisations sans toucher aux besoins de financement. L'audace sur l'immigration dans la continuité démagogique sur le reste...

Comment corriger un débat présidentiel si débilitant ? D'où peut venir le salut français et la fin d'une autodestruction débilitante ?

